

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 NOVEMBRE 1920.

Projet de loi étendant et modifiant la loi d'amnistie du 31 octobre 1919.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La loi d'amnistie du 31 octobre 1919 est large et généreuse; elle ne comporte l'exclusion que pour les cas graves.

Cependant, parmi ceux-ci, il en est dont la gravité est la moindre et pour lesquels à la peine déjà subie vient s'ajouter aujourd'hui, par suite de l'institution du « Fonds des Combattants » et du non-octroi de son bénéfice à tous les condamnés, une peine nouvelle et pécuniaire.

La loi similaire française, fort bien conçue tout en étant moins large que la loi belge, peut fournir au législateur des indications intéressantes sur les améliorations que cette situation nouvelle justifie à nos yeux.

La loi du 31 octobre a divisé le délit de désertion en quatre catégories :

1° La désertion avant l'armistice.

Elle est amnistiée si, ayant duré moins de six mois, elle a eu lieu sans complot ou si elle n'a été punie que par une peine conditionnelle.

2° La désertion en cours au 11 novembre 1918.

Elle est exceptée de l'amnistie.

3° La désertion postérieure au 11 novembre 1918.

Elle est amnistiée si la durée ne dépasse pas un mois, si elle a eu lieu sans complot ou si elle n'a donné lieu qu'à l'application d'une peine conditionnelle.

Elle est amnistiée également s'il s'agit d'une désertion en récidive postérieure au 11 novembre 1918 et dont la durée ne dépasse pas quinze jours.

H

4° Les désertions en récidive.

Elles sont exceptées de l'amnistie, sauf celle spécifiée plus haut.

Il est à remarquer d'abord que la plupart des désertions en cours au 11 novembre 1918 ont été commises par des militaires dont les familles habitaient les régions récemment libérées et motivées par le désir qu'avaient les intéressés de revoir leur famille dont ils avaient été séparés pendant toute la durée des hostilités. Il semble donc qu'il y aurait lieu de les excuser en tout premier lieu.

Il est, d'autre part, fort difficile de faire admettre à l'opinion publique qu'une désertion de quelques jours, mais en cours au 11 novembre 1918, est plus grave qu'une désertion de six mois, mais antérieure à cette date ou à une désertion de un mois postérieure à cette date.

L'article 8 de la loi d'amnistie française est conçu comme suit :

« Sont également amnistiés, les faits de désertion à l'intérieur lorsque le » délinquant s'est rendu volontairement, avant le 1^{er} novembre 1918, et que, la » durée de la désertion, en une ou plusieurs fois, n'excède pas deux mois. »

Dans cet ordre d'idée, il y a lieu de proposer de remplacer les textes épars de la loi du 31 octobre 1919 par une disposition unique accordant l'amnistie pleine et entière pour faits de désertion, à condition que la durée du délit, posé en une ou plusieurs fois, n'excède pas six mois, que la désertion ait eu lieu sans complot, ou que les désertions n'aient donné lieu qu'à l'application de condamnation conditionnelle.

* *

Si la grâce émane du Roi, en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 73 de la Constitution, le droit d'amnistie n'appartient qu'au Pouvoir législatif.

La grâce trouve sa justification dans l'intérêt du condamné auquel elle remet, réduit ou change la peine prononcée par un jugement devenu irrévocable, mais elle laisse subsister le souvenir de l'infraction et de ses conséquences que l'amnistie rejette définitivement dans l'oubli, sauf en ce qui concerne les réparations civiles.

Pourtant, il existe entre les mobiles qui inspirent l'exercice de l'un et l'autre de ces droits une analogie évidente.

La loi française n'a pas perdu de vue cette similitude d'intention et dans son article 3 elle a étendu l'amnistie à toutes les infractions commises avant le 19 octobre 1919 :

1° En faveur des délinquants qui avaient à cette date bénéficié, par décret de grâce, d'une remise totale de peine, s'il s'agit d'un crime ou d'une remise partielle s'il s'agit d'un délit;

2° En faveur des délinquants qui, à la même date, avaient bénéficié d'un sursis à l'exécution de leurs peines.

Notre loi d'amnistie militaire est muette à l'égard de ceux qui ont déjà bénéficié de la grâce royale.

ANNEXE AU N° 4.

Projet de loi modifiant et étendant la
loi d'amnistie du 31 octobre 1919.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Défense Nationale.

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi, dont la teneur suit,
sera présenté par Notre Ministre de la
Défense nationale, en Notre nom, aux
Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Amnistie est accordée pour les infrac-
tions ci-après, commises antérieurement
au 4 août 1919 et que punissent les
lois militaires :

1° Les désertions dont la durée *en
une ou plusieurs fois* ne dépasse pas six
mois, si elles ont eu lieu sans complot,
ainsi que celles qui ont donné lieu à
une condamnation conditionnelle.

2° Les infractions qui auront donné
lieu à l'application de peines exclusive-
ment correctionnelles, y compris les
détournements et les vols visés par les

BIJLAGE AAN N° 4.

Wetsontwerp ter wyziging en uitbrei-
ding der amnestiewet van 31 Octo-
ber 1919.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister
van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud
volgt zal in Onzen naam bij de Wetge-
vende Kamers worden ingediend door
Onzen Minister van Landsverdediging :

EERSTE ARTIKEL.

Amnestie wordt verleend voor de
navermelde inbreuken die voor den
4^e Augustus 1919 werden gepleegd en
door de militaire strafwetten worden
gestraft;

1° De deserties waarvan de duur *in
eens of in verscheidene malen*, geen zes
maanden overtreft, indien zij werden
voltrokken zonder samenspanning eve-
nals deze waarvoor slechts eene voor-
waardelijke veroordeeling werd uitge-
sproken;

2° De overtredingen die aanleiding
hebben gegeven tot de toepassing van
uitsluitend boetstraffelijke straffen, met
inbegrip der ontvreemdingen en dief-

articles 54 et 55 de la loi du 27 mai 1870 et qui ont été perpétrés :

a) Par des délinquants primaires ;

b) Par des délinquants secondaires, condamnés antérieurement pour crimes ou pour délits, si le total des peines qui sont ou seront encourues ne dépassent pas un terme de quinze années d'incarcération et si chacune des peines envisagées isolément rentre dans l'une des catégories amnistiées par la présente loi.

3° Les infractions qualifiées « en présence de l'ennemi » :

a) Commises par des délinquants primaires et qui ont été ou seront réprimées par une peine ne dépassant pas cinq ans de réclusion ; par une peine d'emprisonnement ou par une peine ne dépassant pas dix années de détention ;

b) Qui ont été commises par des délinquants secondaires à conditions que les condamnations antérieures n'aient pas été prononcées pour des faits également qualifiés « en présence de l'ennemi », que le total des peines qui sont ou seront infligées ne dépasse pas quinze années d'incarcération et que chaque condamnation, prise séparément, rentre dans l'une des catégories amnistiées par la présente loi.

4° Les violences envers un supérieur et les violences par un militaire dans la maison où il était logé sur la réquisition de l'autorité publique et contre un habitant de cette maison, punissables de peines criminelles, si l'auteur est délinquant primaire et si la peine qui est ou sera prononcée ne dépasse pas cinq ans

stallen bedoeld bij artikelen 54 en 55 der wet van 27^e Mei 1870 en die gepleegd werden :

a) Door overtreders voor de eerste maal ;

b) Door hervallen overtreders die vroeger wegens misdaden of wegens wansbedrijven, veroordeeld werden, indien, alles bijeengerekend, de straffen die opgelopen werden of zullen worden, geen termijn van vijftien jaar gevangenzitting overtreffen en indien elke straf, afzonderlijk beschouwd, in eene der bij onderhavige wet geamnistieerde categoriën valt.

3° De inbreuken geheeten « tegenover den vijand » :

a) Bedreven door overtreders voor de eerste maal en die beteugeld werden of zullen worden met eene straf die geen vijf jaar opsluiting overtreft, met eene gevangenisstraf of met eene straf die geen tien jaar hechtenis te boven gaat ;

b) Die door hervallen overtreders bedreven werden, op voorwaarde dat de vroegere veroordeelingen niet uitgesproken werden voor feiten die insgelijks « tegenover den vijand » geheeten worden ; dat, alles bijeengerekend, de straffen die opgelegd werden of zullen worden, geen vijftien jaar gevangenzitting overtreffen en dat iedere veroordeling, afzonderlijk genomen, in eene der bij onderhavige wet geamnistieerde categoriën valle.

4° De gewelddaden jegens eenen overste en de gewelddaden gepleegd door eenen militair in de woning waar hij op opeisching der openbare overheid ingekwartierd was, en tegen eenen bewoner van dit huis, gewelddaden die strafbaar zijn met lijfstraffen, indien de dader overtreder is voor de eerste

de détention, de réclusion ou d'emprisonnement.

Le bénéfice de cette disposition sera étendu aux délinquants secondaires qui n'auront pas subi de condamnations antérieures pour des faits identiques, à la condition que les peines qui ou seront encourues ne dépassent pas dix ans d'incarcération et que chaque peine, prise séparément, entre dans l'une des catégories amnistiées par la présente loi.

ART. 2.

Sont qualifiés délinquants primaires ceux qui n'ont pas encore été condamnés pour crime ou délit militaire.

Tous ceux qui ont subi une condamnation du chef de ces infractions sont qualifiés délinquants secondaires.

ART. 3.

Sont amnistiées :

1° Les infractions qui ont entraîné une peine dont le condamné a obtenu, par voie de grâce, la remise totale, s'il s'agit d'un crime, ou la remise même partielle, s'il s'agit d'un délit, à condition qu'il ait, postérieurement à cette grâce, accompli, avant le 11 novembre 1918 au moins trois mois de service dans une unité combattante.

2° Les infractions qui ont entraîné des peines dont l'exécution a été sus-

maal en indien de straf die uitgesproken is of uitgesproken zal worden geen vijf jaar hechtenis, opsluiting of gevangenisstraf overtreft;

Het voordeel dezer beschikking zal uitgestrekt worden tot de hervallen overtreders die geene vroegere veroordeeling wegens gelijkaardige feiten hebben ondergaan, op voorwaarde dat de straffen die opgelopen zijn of zullen worden geen tien jaar gevangenzitting overtreffen, en dat iedere straf, afzonderlijk genomen, in eene der bij onderhavige wet geamnestieerde categorieën valle.

ART. 2.

Worden « overtreders voor de eerste maal » geheeten : degenen die nog niet veroordeeld werden wegens militaire misdaad of wanbedrijf.

Al degenen die wegens deze inbreuken eene veroordeeling hebben ondergaan, worden « hervallen overtreders » geheeten.

ART. 3.

Er wordt amnestie verleend voor:

1° De inbreuken gevolgd van eene straf die den veroordeelde, bij genade maatregel, ten volle werd kwijtgescholden, indien het eene misdaad geldt, of zelfs maar gedeeltelijk werd kwijtgescholden, indien het een wanbedrijf betreft, op voorwaarde dat hij na deze genade en voor den 11^e November 1918, ten minste drie maanden lang hebbe gediend bij eene strijdende eenheid.

2° De inbreuken gevolgd van eene straf waarvan de uitvoering werd opge-

pendue, à condition que le condamné ait, à la faveur de cette mesure, servi dans une unité combattante pendant trois mois au moins avant le 11 novembre 1918.

Toutefois, ne bénéficieront pas des dispositions du présent article :

- a) les condamnés à la détention perpétuelle ;
- b) ceux qui de par leur condamnation ont perdu les droits spécifiés au § 6 de l'article 31 du C. P. O. ;
- c) ceux qui ont été condamnés à la dégradation militaire.

ART. 4.

Sont amnistiées, les infractions commises par les militaires qui, en temps de guerre, ont été postérieurement à l'infraction, cités à l'Ordre du Jour, mutilés ou réformés pour blessures ou maladies, contractées ou aggravées au service, pour autant que ces blessures ou maladies aient donné lieu à l'octroi d'une pension d'invalidité.

ART. 5.

Sont exceptés de l'amnistie :

- a) les crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ;
- b) les désertions à l'ennemi, les mutilations volontaires ;
- c) les récalcitrants et les réfractaires faisant partie des contingents appelés pendant l'état de guerre.

schorst, op voorwaarde dat de veroordeelde onder begunstiging van dezen maatregel, voor den 11^e November 1918 ten minste drie maanden lang hebbe gediend bij eene strijdende eenheid.

Zullen echter het voordeel van de beschikkingen van dit artikel niet genieten :

- a) De veroordeelden tot levenslange opsluiting ;
- b) Zij die wegens hunne veroordeeling de rechten hebben verloren, voorzien bij § 6 van artikel 31 van het gewone strafwetboek ;
- c) Zij die tot de militaire afstraffing werden veroordeeld.

ART. 4.

Amnestie wordt verleend voor de inbreuken gepleegd door de militairen die in oorlogstijd en na de inbreuk eervol werden vermeld bij dagorder, of verminkt of gereformeerd werden wegens kwetsuren of ziekten opgedaan of verergerd bij den dienst, in zoover deze kwetsuren of ziekten aanleiding hebben gegeven tot een invaliditeitspensioen.

ART. 5.

Vallen buiten de amnestie :

- a) De misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van den Staat.
- b) De overlooppingen naar den vijand, de vrijwillige verminkingen.
- c) De wederspanningen en de dienstweigeraars die deel uitmaken van de tijdens den staat van oorlog opgeroepen contingenten.

ART. 6.

Dans aucun cas, l'amnistié ne peut être opposée aux droits de l'État. En conséquence, sont maintenus les droits de l'État aux confiscations prononcées, aux dommages-intérêts et restitutions.

Les amendes et les frais de justice qui ont été payés ne seront pas restitués.

ART. 7.

L'amnésie ne peut être opposée aux droits des tiers. Elle n'empêche notamment ni l'action en divorce ou en séparation de corps, ni l'action en dommages-intérêts fondés sur l'infraction.

ART. 8.

La compétence pour les réparations civiles dont l'action reste entière nonobstant l'amnésie, relève exclusivement de la juridiction des tribunaux civils.

ART. 9.

L'amnésie ne restitue pas au condamné les décorations, grades, fonctions, emplois et offices publics qui lui ont été ôtés.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 1920.

ART. 6.

In geen enkel geval mag de amnestie in strijd zijn met de rechten van den Staat. Diensvolgens blijven de rechten van den Staat op de uitgesproken verbeurdverklaringen, op schadevergoedingen teruggave bestaan. De geldboeten en gerechtskosten worden niet teruggegeven.

ART. 7.

De amnestie mag niet in strijd zijn met de rechten van derden. Inzonderheid verhindert zij noch de rechtsvordering tot echtscheiding of tot scheiding bij lijve, noch de rechtsvordering tot schadevergoeding, welke op de inbreuk gesteund zijn.

ART. 8.

De bevoegdheid in zake de burgerlijke vergoeding waarvan de rechtsvordering, niettegenstaande de amnestie, ten volle blijft bestaan, behoort uitsluitend tot de rechtsmacht der burgerlijke rechtbanken.

ART. 9.

De eeretekens, titels, graden, openbare ambten, betrekkingen en diensten die den veroordeelde werden ontnomen, worden hem door de amnestie niet teruggegeven.

Gegeven te Brussel, den 10ⁿ November 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense Nationale,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Landsverdediging,

JASPAR.

Pourtant, il ne faut pas perdre de vue que s'il a été largement usé du droit de grâce pendant l'état de guerre, la justification s'en trouve dans le fait qu'il fallait donner à tout condamné l'occasion de rejoindre une unité combattante et lui permettre ainsi d'acquérir par une action d'éclat ou une conduite exemplaire devant l'ennemi des titres de réhabilitation.

Si les Chambres estiment devoir, pour les raisons indiquées plus haut, se rallier à la manière de voir qui a dicté le texte de l'article 3 de la loi française, il y a pourtant lieu de subordonner l'application du droit à l'amnistie à la condition, pour le délinquant, de s'être montré digne de la faveur, en accomplissant au moins trois mois de service dans une unité combattante pendant les hostilités, et ce postérieurement à l'octroi de la grâce.

Seraient, au surplus, écartés du bénéfice de la disposition :

- a) Ceux qui, par leur condamnation, ont perdu les droits spécifiés au § 6 de l'article 31 du Code pénal ordinaire;
- b) Ceux qui ont été condamnés à la dégradation militaire;
- c) Les condamnés à la détention perpétuelle.

Pour ces derniers, cette exclusion se justifie du fait de l'arrêté-loi du 14 septembre 1918, substituant la détention à la peine de mort prévue par les articles 17, 19, 21, 23, 25, 28, 31 et 32 du Code pénal militaire.

*
*
*

Enfin, en ce qui concerne les mutilés, blessés ou malades du fait de la guerre, la loi belge est muette.

La loi d'amnistie française n'a pas oublié cette catégorie de militaires et dans son article 4, stipule :

« Amnistie pleine et entière est accordée pour tout délit commis avant le » 19 octobre 1919.

» Pour tous marins et militaires qui, en temps de guerre, ont été postérieurement à l'infraction, cités à l'ordre du jour, mutilés ou réformés pour blessures ou maladies contractées ou aggravées au service.

» Il ne faut pas que ceux d'entre nos mutilés ou invalides, dont l'infirmité a été contractée postérieurement à une faute commise dans un moment d'égarement ou d'oubli, continuent à supporter le poids d'une faute qu'ils ont largement payée en versant leur sang ou en sacrifiant leur santé à la Patrie.

» C'est pourquoi, il est juste d'établir amnistie pleine et entière en faveur des » délinquants mutilés ou réformés pour blessures ou maladies contractées ou » aggravées par le fait du service, pour autant que ces blessures ou maladies » aient donné lieu à l'octroi d'une pension d'invalidité. »

*
*
*

L'article 6 de la loi d'amnistie du 31 octobre 1919 est conçu comme suit :

« La juridiction militaire, saisie de l'action civile en même temps que de » l'action répressive, reste compétente pour statuer sur l'action civile nonobstant » l'amnistie. »

La pratique a démontré que les dispositions de cet article sont inexécutables dans la plupart des cas.

En effet, la procédure par défaut n'existant que dans les cas déterminés par le Code de 1814 et ne s'appliquant pour ainsi dire jamais aux cas d'infraction donnant lieu supplémentairement à des poursuites civiles, tels : les homicides par imprudence, coups et blessures volontaires, etc., il suffit à l'auteur de ne pas se présenter devant la juridiction saisie de l'infraction pour échapper à ces poursuites.

Dès lors, il y a lieu d'attribuer aux juridictions civiles la compétence en ce qui concerne les droits des tiers aux réparations civiles et de modifier dans ce sens le texte de l'article.

C'est pourquoi, tenant compte des observations présentées ci-dessus, j'ai l'honneur de soumettre aux Chambres un projet de loi étendant les dispositions de la loi du 31 octobre 1919.

Le Ministre de la Défense Nationale,

JASPAR.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 NOVEMBER 1920.

Wetsontwerp ter wijziging en uitbreiding der amnestiewet
van 31 October 1919.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De amnestiewet van 31 October 1919 is in ruimen en edelmoedigen zin opgevat, slechts de gevallen van zwaren aard sluit zij uit.

Onder deze laatste zijn er nochtans minder erge waarvoor bij de reeds ondergane straf, heden; eene nieuwe geldstraf bijkomt, ten gevolge der instelling van het « Strijdersfonds » en het niet verleen van zijn voordeel aan al de veroordeelden.

De desbetreffende Fransche wet, heel wel opgevat, alhoewel misschien niet zoo breed als de Belgische wet, kan den wetgever belangrijke aanwijzingen geven voor de verbeteringen welke, volgens ons, door dezen nieuwen toestand gerechtvaardigd worden.

De wet van 31 oktober heeft het misdrijf van desertie in vier categoriën ingedeeld :

1^o Desertie vóór den wapenstilstand.

Er wordt amnestie voor verleend, indien zij, zonder zes maanden lang te hebben geduurd, zonder samenspanning werd voltrokken of indien zij slechts met eene voorwaardelijke veroordeeling werd bestraft.

2^o De op 11 November 1918 loopende desertie.

Zij valt buiten de amnestie.

3^o Desertie na den 11ⁿ November 1918.

Er wordt amnestie voor verleend, indien de duur geen maand overtreft, indien zij zonder samenspanning werd voltrokken of indien zij slechts aanleiding heeft gegeven tot eene voorwaardelijke veroordeeling.

Er wordt insgelijks amnestie voor verleend indien het gaat om eene desertie bij hervalling, voltrokken na den 2ⁿ November 1918 en die geen vijftien dagen lang heeft geduurd.

4^o De deserties bij hervalling.

Vallen buiten de amnestie, behalve de voorgaande.

Er valt eerst op te merken dat het meerendeel der op 2ⁿ November 1918 loopende deserties voltrokken werden door militairen wier families de pas vrijgevochten streken bewoonden en kunnen uitgelegd worden door het verlangen der belanghebbenden hunne familie weer te zien, waarvan zij gansch den duur der vijandelijkheden gescheiden waren geweest. Het schijnt dus dat zij in de eerste plaats dienen vergeven te worden.

Het valt anderzijds uiterst moeilijk door de openbare meening doen aan te nemen dat eene desertie van slechts eenige dagen, maar die op 2ⁿ November 1918 nog liep, erger is dan eene desertie die zes maanden heeft geduurd maar voor dezen datum werd voltrokken of dan eene van ééne maand na dezen datum.

Artikel 8 der Fransche Amnestiewet luidt als volgt :

« Worden ook geamnestieërd de deserties in het binnenland wanneer de overtreder zich voor den 1ⁿ November 1918 vrijwillig heeft aangegeven en wanneer de duur der desertie in eens of in verscheidene malen, geen twee maanden heeft overtreft. »

In dezen gedachtengang, is het gepast voor te stellen de verspreide teksten der wet van 31 October 1919 te vervangen door een enkele beschikking waarbij volle en geheele amnestie wordt verleend voor deserties, op voorwaarde dat de duur van het in eens of in verscheidene malen voltrokken misdrijf geen zes maanden overtreffe, dat de desertie werd voltrokken zonder samenspanning of dat de deserties slechts aanleiding hebben gegeven tot eene voorwaardelijke veroordeeling.

* *

Gaat de genade uit van den Koning, krachtens de macht Hem toegekend door de Grondwet, toch kan de Wetgevende Macht alleen amnestie verleen.

De genade vindt hare rechtvaardiging in het belang van den veroordeelde, wien zij zijne bij vonnis uitgesproken en onherroepelijk geworden straf kwijtscheldt, vermindert of verandert, zij laat echter de herinnering na aan de overtreding en hare gevolgen welke de amnestie voorgoed te niet doet, behalve voor wat de burgerlijke vergoeding betreft.

Er bestaat nochtans eene klaarblijkende verhouding tusschen de beweegredenen die de uitoefening van het een en het ander dezer rechten uitlokken.

De Fransche wet heeft dit gelijkaardig inzicht niet uit het oog verloren en bij artikel 3 breidt zij de amnestie uit over al de vóór 19 October 1919 begane overtredingen :

1^o Ten voordeele der overtreders die op dezen datum, bij genadebesluit, volle

strafkwijschelding hadden bekomen waar het een misdaad gold of eene gedeeltelijke kwijschelding waar het wanbedrijf betrof ;

2° Ten voordeele der overtreders die op denzelfden datum een uitstel hadden bekomen om hunne straffen uit te doen. Onze militaire amnestiewet rept geen woord over hen die reeds de koninklijke genade verkregen.

Er dient nochtans niet uit het oog verloren dat, zoo het genaderecht ruimschoots werd toegepast onder den oorlog, zulks gerechtvaardigd was door het feit dat ieder veroordeelde de gelegenheid moest verkrijgen bij een strijdende eenheid te dienen en aldus rechten kunnen te bekomen op inheerstelling door een roemvolle daad of een voorbeeldig gedrag tegenover den vijand.

Indien de Kamers van oordeel zijn zich wegens de hoogerstaande redenen moeten aan te sluiten bij de zienswijze welke den tekst van artikel 3 der Fransche Wet heeft ingegeven, dient de toepassing van het amnestierecht, echter af te hangen van de voorwaarde voor den overtreder, zich der gunst waardig te hebben getoond door ten minste drie maanden dienst onder de vijandelijkheden, en na de genadeverleening, bij eene strijdende eenheid.

Zouden bovendien, buiten het voordeel der beschikking blijven :

- a) Zij die wegens hunne veroordeeling, de bij de § 6 van artikel 31 van het Gewoon Strafwetboek voorziene rechten hebben verloren ;
- b) Zij die tot de militaire afstraffing werden veroordeeld ;
- c) De veroordeelden tot levenslange opsluiting.

De uitsluiting dezer laatsten is gerechtvaardigd door het feit van het wetbesluit van 14^e September 1918, houdende vervanging der doodstraf voorzien bij artikelen 17, 19, 21, 23, 25, 28, 31, en 52 van het Militair Strafwetboek, door de opsluiting.

* * *

Ten slotte gewaagt de Belgische wet niet over de verminkten, gekwetsten of zieken door den oorlog.

De Fransche amnestie-wet heeft deze categorie militairen niet vergeten en bepaalt bij artikel 4 :

- « Volle en geheele amnestie wordt verleend voor ieder misdrijf begaan voor » den 19^e Oktober 1919.
- » Voor al de zeelieden en militairen die in oorlogstijd en na de inbreuk eene » eervolle vermelding hebben bekomen bij dagorder, verminkt of gereformeerd » werden wegens kwetsuren of ziekten opgedaan of verergerd bij den dienst.
- » Het mag niet zijn dat diegenen onzer verminkten of invaliden die hunne » gebrekkigheid hebben opgedaan na een misstap in een oogenblik van dwaling » of vergetenheid, het gewicht blijven dragen van eenen misstap dien zij ruimschoots vergoed hebben met hun bloed te storten en hunne gezondheid op te » offeren voor het Vaderland.
- » Daarom is het billijk, volle en algeheele amnestie te verleenen aan de

- » overtreders die verminkt of gereformeerd werden wegens kwetsuren of ziekten
- » opgedaan of verergerd door den dienst, in zoover deze kwetsuren of ziekten
- » aanleiding hebben gegeven tot een invaliditeispensioen. »

* * *

Artikel 6 van de amnestiewet van 31^e October 1919 luidt als volgt :

- « Niettegenstaande de amnestie blijft de militaire rechtsmacht, bij dewelke de
- » burgerlijke rechtsvordering tegelijkertijd met beteugelende rechtsvordering
- » ingediend wordt, bevoegd om over de burgerlijke rechtsvordering uitspraak
- » te doen. »

De praktijk heeft gewezen dat, in het meerendeel der gevallen, de beschikkingen van dit artikel niet kunnen toegepast worden.

Inderdaad, daar de rechtspleging bij verstek slechts van toepassing is voor de bij het wetboek van 1814 voorziene gevallen en, om zoo te zeggen, nooit voor de inbreuken die aanleiding geven tot bijkomende burgerlijke vervolgingen, zooals doodslag bij onvoorzichtigheid, vrijwilliggeslagen en kwetsuren, enz is het voldoende dat de dader niet verschijne voor de rechtsmacht voor dewelke het geding is ingediend om deze vervolgingen te ontwijken.

Derhalve dient de burgerlijke rechtsmacht bevoegd verklaard voor dat betreft de rechten van derde personen op burgerlijke vergoeding en den tekst van het artikel in dien zin gewijzigd te worden.

* * *

Daarom, rekening houdend met de hoogerstaande opmerkingen, heb ik de eer de Kamers een Wetsontwerp voor te legen ter uitbreiding van de beschikkingen der wet van 31^e October 1919.

De Minister van Landsverdediging,

JASPAR.

ANNEXE AU N° 4.

**Projet de loi modifiant et étendant la
loi d'amnistie du 31 octobre 1919.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

**Sur la proposition de Notre Ministre
de la Défense Nationale.**

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

**Le projet de loi, dont la teneur suit,
sera présenté par Notre Ministre de la
Défense nationale, en Notre nom, aux
Chambres législatives :**

ARTICLE PREMIER.

**Amnistie est accordée pour les infrac-
tions ci-après, commises antérieurement
au 4 août 1919 et que punissent les
lois militaires :**

**1° Les désertions dont la durée en
une ou plusieurs fois ne dépasse pas six
mois, si elles ont eu lieu sans complot,
ainsi que celles qui ont donné lieu à
une condamnation conditionnelle.**

**2° Les infractions qui auront donné
lieu à l'application de peines exclusive-
ment correctionnelles, y compris les
détournements et les vols visés par les**

BIJLAGE AAN N° 4.

**Wetsontwerp ter wyziging en uitbrei-
ding der amnestiewet van 31 Octo-
ber 1919.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

**Op voorstel van Onzen Minister
van Landsverdediging,**

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

**Het wetsontwerp waarvan de inhoud
volgt zal in Onzen naam bij de Wetge-
vende Kamers worden ingediend door
Onzen Minister van Landsverdediging :**

EERSTE ARTIKEL.

**Amnestie wordt verleend voor de
navermelde inbreuken die voor den
4ⁿ Augustus 1919 werden gepleegd en
door de militaire straffetten worden
gestraft ;**

**1° De deserties waarvan de duur in
eens of in verscheidene malen, geen zes
maanden overtreft, indien zij werden
voltrokken zonder samenspanning eve-
nals deze waarvoor slechts eene voor-
waardelijke veroordeeling werd uitge-
sproken ;**

**2° De overtredingen die aanleiding
hebben gegeven tot de toepassing van
uitsluitend boetstraffelijke straffen, met
inbegrip der ontvreemdingen en dief-**

articles 54 et 55 de la loi du 27 mai 1870 et qui ont été perpétrés :

a) Par des délinquants primaires ;

b) Par des délinquants secondaires, condamnés antérieurement pour crimes ou pour délits, si le total des peines qui sont ou seront encourues ne dépassent pas un terme de quinze années d'incarcération et si chacune des peines envisagées isolément rentre dans l'une des catégories amnistiées par la présente loi.

3° Les infractions qualifiées « en présence de l'ennemi » :

a) Commises par des délinquants primaires et qui ont été ou seront réprimées par une peine ne dépassant pas cinq ans de réclusion ; par une peine d'emprisonnement ou par une peine ne dépassant pas dix années de détention ;

b) Qui ont été commises par des délinquants secondaires à conditions que les condamnations antérieures n'aient pas été prononcées pour des faits également qualifiés « en présence de l'ennemi », que le total des peines qui sont ou seront infligées ne dépasse pas quinze années d'incarcération et que chaque condamnation, prise séparément, rentre dans l'une des catégories amnistiées par la présente loi.

4° Les violences envers un supérieur et les violences par un militaire dans la maison où il était logé sur la réquisition de l'autorité publique et contre un habitant de cette maison, punissables de peines criminelles, si l'auteur est délinquant primaire et si la peine qui est ou sera prononcée ne dépasse pas cinq ans

stallen bedoeld bij artikelen 54 en 55 der wet van 27^e Mei 1870 en die gepleegd werden :

a) Door overtreders voor de eerste maal ;

b) Door hervallen overtreders die vroeger wegens misdaden of wegens wansbedrijven, veroordeeld werden, indien, alles bijeengerekend, de straffen die opgelopen werden of zullen worden, geen termijn van vijftien jaar gevangenzitting overtreffen en indien elke straf, afzonderlijk beschouwd, in eene der bij onderhavige wet geamnistieerde categoriën valt.

3° De inbreuken geheeten « tegenover den vijand » :

a) Bedreven door overtreders voor de eerste maal en die beteugeld werden of zullen worden met eene straf die geen vijf jaar opsluiting overtreft, met eene gevangenisstraf of met eene straf die geen tien jaar hechtenis te boven gaat ;

b) Die door hervallen overtreders bedreven werden, op voorwaarde dat de vroegere veroordeelingen niet uitgesproken werden voor feiten die insgelijks « tegenover den vijand » geheeten worden ; dat, alles bijeengerekend, de straffen die opgelegd werden of zullen worden, geen vijftien jaar gevangeniszitting overtreffen en dat iedere veroordeeling, afzonderlijk genomen, in eene der bij onderhavige wet geamnestieerde categoriën valle.

4° De gewelddaden jegens eenen overste en de gewelddaden gepleegd door eenen militair in de woning waar hij op opeischung der openbare overheid ingekwartierd was, en tegen eenen bewoner van dit huis, gewelddaden die strafbaar zijn met lijfstraffen, indien de dader overtreder is voor de eerste

de détention, de réclusion ou d'emprisonnement.

Le bénéfice de cette disposition sera étendu aux délinquants secondaires qui n'auront pas subi de condamnations antérieures pour des faits identiques, à la condition que les peines qui ou seront encourues ne dépassent pas dix ans d'incarcération et que chaque peine, prise séparément, entre dans l'une des catégories amnistiées par la présente loi.

ART. 2.

Sont qualifiés délinquants primaires ceux qui n'ont pas encore été condamnés pour crime ou délit militaire.

Tous ceux qui ont subi une condamnation du chef de ces infractions sont qualifiés délinquants secondaires.

ART. 3.

Sont amnistiées :

1^o Les infractions qui ont entraîné une peine dont le condamné a obtenu, par voie de grâce, la remise totale, s'il s'agit d'un crime, ou la remise même partielle, s'il s'agit d'un délit, à condition qu'il ait, postérieurement à cette grâce, accompli, avant le 11 novembre 1918 au moins trois mois de service dans une unité combattante.

2^o Les infractions qui ont entraîné des peines dont l'exécution a été sus-

maal en indien de straf die uitgesproken is of uitgesproken zal worden geen vijf jaar hechtenis, opsluiting of gevangenisstraf overtreft;

Het voordeel dezer beschikking zal uitgestrekt worden tot de hervallen overtreders die geene vroegere veroordeeling wegens gelijkaardige feiten hebben ondergaan, op voorwaarde dat de straffen die opgelopen zijn of zullen worden geen tien jaar gevangenzitting overtreffen, en dat iedere straf, afzonderlijk genomen, in eene der bij onderhavige wet geamnestieerde categoriën valle.

ART. 2.

Worden « overtreders voor de eerste maal » geheeten : degenen die nog niet veroordeeld werden wegens militaire misdaad of wanbedrijf.

Al degenen die wegens deze inbreuken eene veroordeeling hebben ondergaan, worden « hervallen overtreders » geheeten.

ART. 3.

Er wordt amnestie verleend voor:

1^o De inbreuken gevolgd van eene straf die den veroordeelde, bij genade maatregel, ten volle werd kwijtgescholden, indien het eene misdaad geldt, of zelfs maar gedeeltelijk werd kwijtgescholden, indien het een wanbedrijf betreft, op voorwaarde dat hij na deze genade en voor den 11^o November 1918, ten minste drie maanden lang hebbe gediend bij eene strijdende eenheid.

2^o De inbreuken gevolgd van eene straf waarvan de uitvoering werd opge-

pendue, à condition que le condamné ait, à la faveur de cette mesure, servi dans une unité combattante pendant trois mois au moins avant le 11 novembre 1918.

Toutefois, ne bénéficieront pas des dispositions du présent article :

- a) les condamnés à la détention perpétuelle ;
- b) ceux qui de par leur condamnation ont perdu les droits spécifiés au § 6 de l'article 31 du C. P. O. ;
- c) ceux qui ont été condamnés à la dégradation militaire.

ART. 4.

Sont amnistiées, les infractions commises par les militaires qui, en temps de guerre, ont été postérieurement à l'infraction, cités à l'Ordre du Jour, mutilés ou réformés pour blessures ou maladies, contractées ou aggravées au service, pour autant que ces blessures ou maladies aient donné lieu à l'octroi d'une pension d'invalidité.

ART. 5.

Sont exceptés de l'amnistie :

- a) les crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ;
- b) les désertions à l'ennemi, les mutilations volontaires ;
- c) les récalcitrants et les réfractaires faisant partie des contingents appelés pendant l'état de guerre.

schorst, op voorwaarde dat de veroordeelde onder begunstiging van dezen maatregel, voor den 11ⁿ November 1918 ten minste drie maanden lang hebbe gediend bij eene strijdende eenheid.

Zullen echter het voordeel van de beschikkingen van dit artikel niet genieten :

- a) De veroordeelden tot levenslange opsluiting ;
- b) Zij die wegens hunne veroordeeling de rechten hebben verloren, voorzien bij § 6 van artikel 31 van het gewone strafwetboek ;
- c) Zij die tot de militaire afstraffing werden veroordeeld.

ART. 4.

Amnestie wordt verleend voor de inbreuken gepleegd door de militairen die in oorlogstijd en na de inbreuk eervol werden vermeld bij dagorder, of verminkt of gereformeerd werden wegens kwetsuren of ziekten opgedaan of verergerd bij den dienst, in zoover deze kwetsuren of ziekten aanleiding hebben gegeven tot een invaliditeitspensioen.

ART. 5.

Vallen buiten de amnestie :

- a) De misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van den Staat.
- b) De overlooppingen naar den vijand, de vrijwillige verminkingen.
- c) De wederspanningen en de dienstweigeraars die deel uitmaken van de tijdens den staat van oorlog opgeroepen contingenten.

ART. 6.

Dans aucun cas, l'amnistié ne peut être opposée aux droits de l'État. En conséquence, sont maintenus les droits de l'État aux confiscations prononcées, aux dommages-intérêts et restitutions. Les amendes et les frais de justice qui ont été payés ne seront pas restitués.

ART. 7.

L'amnistie ne peut être opposée aux droits des tiers. Elle n'empêche notamment ni l'action en divorce ou en séparation de corps, ni l'action en dommages-intérêts fondés sur l'infraction.

ART. 8.

La compétence pour les réparations civiles dont l'action reste entière nonobstant l'amnistie, relève exclusivement de la juridiction des tribunaux civils.

ART. 9.

L'amnistie ne restitue pas au condamné les décorations, grades, fonctions, emplois et offices publics qui lui ont été ôtés.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 1920.

ART. 6.

In geen enkel geval mag de amnestie in strijd zijn met de rechten van den Staat. Diensvolgens blijven de rechten van den Staat op de uitgesproken verbeurdverklaringen, op schadevergoedingen teruggave bestaan. De geldboeten en gerechtskosten worden niet teruggegeven.

ART. 7.

De amnestie mag niet in strijd zijn met de rechten van derden. Inzonderheid verhindert zij noch de rechtsvordering tot echtscheiding of tot scheiding bij lijve, noch de rechtsvordering tot schadevergoeding, welke op de inbreuk gesteund zijn.

ART. 8.

De bevoegdheid in zake de burgerlijke vergoeding waarvan de rechtsvordering, niettegenstaande de amnestie, ten volle blijft bestaan, behoort uitsluitend tot de rechtsmacht der burgerlijke rechtbanken.

ART. 9.

De eeretekens, titels, graden, openbare ambten, betrekkingen en diensten die den veroordeelde werden ontnomen, worden hem door de amnestie niet teruggegeven.

Gegeven te Brussel, den 10^e November 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense Nationale,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Landsverdediging,

JASPAR.